

RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

PRÉPARONS-NOUS À NOUS BATTRE... POUR NOS SALAIRES !

Ce mardi 19 mai, les députés devraient voter la Loi de programmation militaire et sa rallonge de 36 milliards d'euros pour le budget de l'armée. Celui-ci est porté à 436 milliards pour la période 2024-2030. Des sommes qui, loin de nous garantir quelque protection que ce soit, alimentent une course mondiale aux armements et participent à la menace qu'éclate dans un horizon pas si lointain une guerre d'envergure.

Dormez tranquilles, l'armée française pille

Ces milliards n'attendront pas la troisième guerre mondiale pour servir, comme l'illustrent en ce moment les ronds dans l'eau du porte-avions Charles de Gaulle en appui de l'offensive américano-israélienne contre l'Iran. Ces engagements protègent le pillage des pays pauvres par les pays riches. Ils défendent les intérêts des grandes entreprises françaises, leurs actionnaires, leurs profits, mais pas nos salaires ni nos emplois ! Et servent de prétexte aux coupes budgétaires redoublées pour les écoles ou les hôpitaux !

Vivre dans un pays allié de Trump, ça coûte cher

Trump fait payer au monde entier ses sales guerres au Moyen-Orient. Par sa faute, de plus en plus de pays sont confrontés aux pénuries d'électricité, le pétrole et le gaz nécessaires à leurs centrales étant bloqués dans le détroit d'Ormuz. Le blocage de 35 % des engrais de la planète promet des pénuries alimentaires à l'issue des récoltes forcément amoindries de la saison.

Les patrons licencient déjà à tour de bras, et il est bien certain qu'ils vont prétexter du blocage du détroit d'Ormuz pour continuer, même si ce n'est pas encore comme au Bangladesh où les usines ferment et jettent les ouvriers à la rue faute de courant pour alimenter les machines. Mais, depuis un mois, ce n'est plus seulement le carburant qui grimpe. C'est aussi le panier de course hebdomadaire.

Une vraie augmentation, c'est 400 euros mensuels et pas un Smic en dessous de 2000 euros net !

Le ministre du Travail, Farandou, a annoncé

une hausse du Smic au 1er juillet : 2,4 %, 44 euros brut de plus par mois. Sans gêne, cet ancien PDG désormais payé « seulement » 7,5 Smic juge la hausse « substantielle » ! Une vraie augmentation, c'est ce qui nous permettrait d'en finir avec les découverts, le rationnement dans les rayons du supermarché ou l'auto-interdiction de sortir le week-end.

Il manque au moins 400 euros par mois à tous les salaires, pas juste au Smic. Mais les réactions hostiles à la hausse du Smic sont significatives. Elles émanent des ennemis du monde du travail. Le Rassemblement national explique par exemple que si le Smic augmente, il va finir par rattraper les autres salaires. Sauf que si aucun salaire n'augmente, c'est tout le monde qui va être rattrapé... par la misère !

Pas d'autre choix que lutter

Tout comme d'autres à droite, le RN plaide pour augmenter la part du salaire net dans le brut. Manière de dire qu'on pourrait régler le problème sans faire payer les patrons. C'est oublier un peu vite que la différence entre le salaire net et le salaire brut, c'est nos retraites, l'assurance-maladie, etc. : tout l'argent grâce auquel on ne crève pas de faim quand on est trop âgé ou trop malade pour travailler... ou tout simplement jeté au chômage.

Il n'y a pas d'« argent magique » ? C'est sûr ! Tout l'argent des capitalistes, c'est nous qui le créons ! Les prestidigitateurs, ce sont les PDG, les gouvernements à leur service, tous ligüés pour nous faire croire que cet argent revient de droit aux actionnaires.

Voilà pourquoi il n'y a pas à leur quémander un « coup de pouce », mais à revendiquer notre dû. Voilà pourquoi il ne sert à rien d'attendre 2027 et qu'une nouvelle équipe, prenant le relais des macronistes, nous prêche à son tour patience et frugalité. Et si les directions syndicales confédérales refusent d'engager le bras de fer dès maintenant, rien ne nous empêche d'organiser, à la base, une lutte qui s'étende partout où les bas salaires sévissent... c'est-à-dire partout !

Éditorial du NPA-Révolutionnaires du 18 mai 2026



Prime d'intéressement : à la hauteur de l'intérêt qu'ils nous portent

A la fin du mois, l'intéressement va être versé et il n'est pas très... intéressant

Il y a urgence à augmenter les salaires, ne serait que pour rattraper le manque de revalorisation réelle qui dure depuis des années maintenant.

En 20 ans, l'inflation a augmenté de 40,6% alors que le point n'a augmenté que de 11,6% : soit une perte de 29% sur le pouvoir d'achat.

Peut-on en dire autant des hauts salaires de la Sécu ?

NON aux fermetures de classes

La direction académique du 92 prévoit de fermer 174 classes au niveau de tous les Hauts-de-Seine dont 20 classes sur la ville de Nanterre.

C'est une véritable casse de l'éducation qui est orchestrée avec 3200 suppressions de postes au niveau national.

Budget d'austérité pour l'éducation et les hôpitaux quand le budget militaire, lui, augmente de plus de 7 milliards d'euros !

Les enseignants et les parents d'élèves de la ville de Nanterre se mobilisent pour s'opposer à toutes les fermetures de classe. Après une journée très réussie de blocage, d'écoles mortes et de manifestations, de nouvelles actions auront lieu le 5 juin.

Militer n'est pas un crime ! Manifestation nationale contre la répression à Paris le 20 juin

Entre fin mars et mi-avril, des syndicalistes de SUD Poste 92 ont été convoqués trois fois au tribunal !

L'État et le patronat s'acharnent sur des centaines de travailleurs et travailleuses qui osent défendre leurs intérêts et relever la tête, se battre pour leurs salaires, leurs emplois, leurs conditions de vie et de travail.

La répression s'abat tout autant sur les militantes et militants de la solidarité avec la Palestine : syndicalistes (comme Jean-Paul Delescaut de la CGT du Nord, condamné à de la prison avec sursis pour un tract, et relaxé en appel, Alex de Solidaires informatique, menacé de licenciement pour avoir dénoncé la collaboration de son entreprise avec l'État d'Israël, ou David Pijoan du Snes-FSU 33, convoqué par la police pour un rassemblement...), responsables politiques (comme la députée européenne LFI Rima Hassan, mise en cause à seize reprises par la justice, avec actuellement treize classements sans suite) ou

associatifs (comme Olivia Zémor d'Europalestine, condamnée à deux ans de prison avec sursis...).

Il est temps de nous unir pour riposter !

Manifestation nationale contre la répression samedi 20 juin à 15 heures, du siège de La Banque postale vers le ministère du Travail

La ministre de la Santé est sympa avec les cliniques privées

Dans le cadre de sa politique d'économies, le ministère de la Santé a chargé l'Inspection générale des affaires sociales de plancher sur les agences sanitaires, la Sécurité sociale et les hôpitaux publics. Sans oublier bien sûr l'hospitalisation privée qui représente 18 % des dépenses de l'Assurance maladie. Mais pour cette dernière mission, la ministre, Stéphanie Rist, a désigné à la tête du comité stratégique, censé définir les grandes orientations, un certain Sébastien Proto. Ce dernier n'est autre que le patron d'Elsan, le principal groupe de santé privée du pays qui possède 217 cliniques et hôpitaux. Et, par le plus grand des hasards, il s'avère qu'il est aussi un copain de promo de Macron à l'ENA. Sûr qu'il fera preuve d'indépendance, d'impartialité et de neutralité lorsqu'il examinera les finances de ses propres établissements et celles des autres groupes. La santé privée contrôlée... par elle-même. Tout baigne

FÊTE

DU NPA DES HAUTS-DE-SEINE

RÉVOLUTIONNAIRES



SAMEDI
30 MAI

**POUR LA RÉVOLUTION
ET LE COMMUNISME**

NANTERRE, SALLE DU CHEMIN-DE-L'ÎLE

à partir de **17h**

57, boulevard du Général Leclerc 92000 Nanterre
RER A - Nanterre Ville

**débat : face à la barbarie capitaliste,
renforçons les révolutionnaires !**

+ repas convivial, garderie,
librairie, musique...

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES
HAUTS-DE-SEINE